



SCIC-SA Terres Citoyennes Albigeoises



Rapport de gestion pour l'exercice 2021

Préambule

Selon l'article L232-1 du Code du Commerce, les sociétés commerciales correspondant à la définition des petites entreprises sont dispensées de l'obligation d'établir un rapport de gestion.

Cependant, conformément aux statuts de la société, et au regard des valeurs coopératives, de démocratie et de transparence, de la société, le conseil d'administration présente à l'assemblée les comptes annuels, accompagnés du rapport de gestion.

Ainsi, comme le stipule l'article 28 « documents sociaux » des statuts de la société :

Conformément à l'article 19 terdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 et à l'article 2 du décret n° 2015-1381 du 29 octobre 2015, le rapport annuel contiendra les informations sur l'évolution du projet coopératif porté par la société ;

Conformément aux articles L225-37 et L225-100 du Code du commerce, un rapport sur le gouvernement d'entreprise sera joint au rapport de gestion, les informations correspondantes pouvant toutefois être présentées au sein d'une section spécifique du rapport de gestion.

Le présent rapport de gestion porte sur le 1^{er} exercice de la société, du 19 novembre 2019 au 31 décembre 2020. Il comprend 3 parties et des annexes :

I. Activités de l'exercice 2019-2020

II. Situation financière

III. Perspectives 2021

Annexes :

I. Informations sur l'évolution du projet coopératif porté par la société

II. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

III. Schéma d'organisation de Terres Citoyennes Albigeoises (association + SCIC)

IV. Situation foncière dans la plaine de Lescure d'Albigeois au 01.01.2021

I. Activités de l'exercice 2021

I. Evolution du sociétariat et du capital

Au 31.12.2020, la composition du sociétariat et du capital étaient les suivantes :

Nom du collège	Nombre d'associés	Capital en €	% du capital	Droit de vote	Droit de vote par associé
Collège des Producteurs de biens et services	1	100 €	0,05%	20%	20%
Collège des paysans bénéficiaires	1	200 €	0,1%	20%	20%
Collège des organisations pour une agriculture paysanne	4	400 €	0,2%	20%	5%
Collège des citoyens & partenaires	117	208 700 €	99,2%	20%	0,17%
Collège des collectivités	1	1 000 €	0,5%	20%	20%
Total	124	210 400 €	100,0%	100,0%	100,0%

Au cours de l'exercice 2021, une offre au public de parts sociales a permis d'intégrer 24 sociétaires avec 300 parts sociales représentant un capital de 30 000 €. Deux sociétaires ont quitté la société (décès), représentant un capital de 400 €.

Au 31.12.2021, la composition du sociétariat et du capital étaient les suivantes :

Nom du collège	Nombre d'associés	Capital en €	% du capital	Droit de vote	Droit de vote par associé
Collège des Producteurs de biens et services	1	100 €	0,04%	20%	20%
Collège des paysans bénéficiaires	2	400 €	0,2%	20%	10%
Collège des organisations pour une agriculture paysanne	4	800 €	0,3%	20%	5%
Collège des citoyens & partenaires	138	237 700 €	99,0%	20%	0,14%
Collège des collectivités	1	1 000 €	0,4%	20%	20%
Total	146	240 000 €	100,0%	100,0%	100,0%

2. Activités support

2.1. Gouvernance & organisation interne

› Cf aussi annexe III : Schéma d'organisation (association et SCIC et SCEA)

Au-delà des assemblées générales, les rôles et instances légales de gouvernance de la SCIC sont les suivantes :

Le conseil d'administration de la SCIC :

Le Conseil d'administration de la SCIC comprend 13 membres, dont 7 administratrices et 6 administrateurs, qui ont élu une Présidente. Conformément aux statuts, ses principaux rôles sont de déterminer les orientations de l'activité de la société et veiller à leur mise en œuvre, convoquer les assemblées générales, établir les comptes sociaux et le rapport annuel de gestion, nommer et révoquer les membres de la Direction générale.

Le Conseil d'administration s'est réuni 3 fois depuis la précédente assemblée générale du 20 mars 2021 : le 24 mars 2021, le 24 novembre 2021, le 24 janvier 2022 et le 23 mars 2022.

La direction générale de la SCIC :

La direction générale est constituée d'un directeur général et de 2 directrices générales déléguées, qui ont tous les trois les mêmes pouvoirs.

La direction générale est investie des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Elle représente la société dans ses rapports avec les tiers.

Tous les mandats du Conseil d'administration comme de la Direction générale sont exercés de manière entièrement bénévole.

Au-delà de ces rôles et instances légales, les activités de la SCIC sont conduites par les bénévoles hébergés par l'association Terres Citoyennes Albigeoises.

Ces activités ont été structurées progressivement au cours de l'exercice et sont actuellement organisées comme suit :

Les groupes de travail thématiques :

Les activités sont organisées à travers plusieurs groupes de travail thématiques, ayant chacun un groupe de bénévoles dédiés dont un.e référent.e qui en assure l'animation. Les groupes de travail en place fin 2020 dont les suivants :

- Groupes d'activités support : organisation interne, communication, gestion administrative et financière ;
- Groupes d'activités foncières : veille foncière en Albigeois et dans la plaine de Lescure, aménagement des terres, cultures transitoires, installations pérennes, distribution.

Les réunions mensuelle de coordination :

Chaque 4^e mercredi du mois, a lieu une réunion mensuelle de coordination portant sur les activités foncières. Ce sont nos instances de coordination et de validation. Elles permettent de débattre et de prendre des décisions, au vu des propositions de chaque groupe thématique et de questions transversales d'actualité.

L'organisation se consolide progressivement, avec des rôles complémentaires de facilitation et d'animation des réunions. Des outils ont également été mis en place pour faciliter les échanges entre bénévoles, ainsi que l'intégration de nouvelles et nouveaux bénévoles : outils numériques (listes de discussion par mail, cloud et wiki, pad), et supports matériels (tableaux) au local.

Week-end de réflexion collective :

En complément aux réunions mensuelles de coordination, deux week-end de réflexion collective ont été organisés les 16-17 octobre 2021 sur l'organisation et les activités de Terres Citoyennes Albigeoises, et les 12-13 février 2022 sur le projet agricole de la plaine de Lescure.

2.2. Communication

Les principales activités en termes de communication ont été les suivantes :

- Tenue à jour et du site internet <https://terrescitoyennes.org> et du wiki dédié à l'organisation interne <https://wiki.terrescitoyennes.org>;
- Diffusion d'une lettre d'information mensuelle ;
- Relais d'informations sur les réseaux sociaux (facebook, instagram) ;
- Diffusion d'informations via le bulletin municipal de Lescure, en mai 2021, septembre 2021 et janvier 2022 ;
- Communiqué de presse transmis à l'occasion de l'installation de la pépinière fruitière SebTan en mars 2021, et réponses aux sollicitations de différents médias tout au long de l'année.

2.3. Activités administratives et financières

Les principales activités en termes de gestion administrative et financière ont été les suivantes:

- renouvellement de l'agrément ESUS (Entreprise Solidaire d'Utilité Sociale), pour rendre possible bénéfice de la réduction d'impôt pour les personnes physiques souscrivant des parts sociales, et pour permettre l'intégration de clauses environnementales dans les futurs baux ruraux : dossier de demande transmis le 21 octobre 2021, et agrément reçu le 23 décembre 2021 pour une durée de 2 ans ;
- D.I.S. (Document d'Information Synthétique) à l'A.M.F. (Autorité des Marchés Financiers) pour le lancement de la 1ère offre au public de parts sociales : D.I.S. déposé le 30 janvier 2022 pour l'offre menée du 1^{er} février 2022 au 31 décembre 2022;
- préparation des comptes et du rapport de gestion.

2.4. Aménagement du local

Le local dont bénéficie la SCIC est mis à disposition par l'association Terres Citoyennes Albigeoises, au sein de la ferme de la Grange du Serayol, appartenant à August Miller et Marion Frebourg. Des chantiers participatifs se sont succédé en 2019 et 2020 pour aménager ce local. En complément, un rangement et réaménagement s'est déroulée le week-end du 16-17 octobre 2021.

3. Activités foncières

3.1. Veille foncière

La veille foncière consiste à assurer une veille sur un territoire donné et à créer des liens, à la fois :

- en direction des propriétaires fonciers et agriculteurs cédants, susceptibles de vendre, louer ou transmettre leurs terres ;
- en direction des porteurs et porteuses de projets, en recherche de terres ;
- et en direction des collectivités, et autres organismes institutionnels (en vue d'un soutien apporté à la transmission et à l'installation).

Suite à la formation apportée par Terre de Liens Midi-Pyrénées, un groupe de veille foncière s'était mis en place, avec deux périmètres distincts :

- celui de la plaine de Lescure, en vue d'acheter ou de louer des terres supplémentaires, et/ou d'améliorer la compacité et la répartition géographiques des terres ;
- celui de l'Albigeois, au sens large, en vue d'améliorer la connaissance du territoire, de faire connaître Terres Citoyennes Albigeoises, et de préparer d'éventuelles nouvelles opérations dans d'autres communes.

Étude – action sur la transmission des fermes dans l'Albigeois :

En 2021, la principale activité a consisté à réaliser une étude-action sur la transmission des fermes dans l'Albigeois, intitulée "Citoyens, collectivités, professionnels : Mobilisation générale pour nourrir la ville de demain ! Une opération-test autour de la transmission de fermes dans l'Albigeois".

Cette étude-action a été portée par l'association Terres Citoyennes Albigeoises, avec des financements obtenus auprès de la Région et des fondations Terre de liens et Léa Nature.

Elle a notamment donné lieu à un repérage des fermes sur le territoire de la communauté d'agglomération de l'Albigeois (16 communes), à la mise au point d'une grille d'analyse et à l'étude de fermes sous l'angle de la "transmissibilité".

Elle donnera lieu à une restitution à l'occasion des Assemblées Générales le 09 avril 2022.

3.2. Acquisitions foncières

› Cf aussi annexe IV : situation foncière dans la plaine de Lescure d'Albigeois au 31.01.2021

Les acquisitions foncières réalisées dans la plaine de Lescure d'Albigeois, sont les suivantes :

- Achat de 14,5 ha de terres agricoles à Patrice & Isabelle Guiraud le 16 septembre 2020 ;
- Achat de 1 ha de terres agricoles à M. Michel De Baralle le 25 septembre 2020 ;
- Achat de 1 ha de terres agricoles à M. Jean-Louis Bousquet le 26 février 2021.

En 2021, un échange de terrains dans la plaine de Lescure a été engagé avec MM. Gausserand. Il devrait aboutir en 2022.

3.3 Aménagement des terres

- Plantation de haies :

Les premiers aménagements réalisés ont consisté à planter environ 1400 ml de haies champêtres. Ces plantations ont été menées avec l'appui de l'association Arbres & Paysages Tarnais. Elles ont été préparées en novembre 2020 par les bénévoles de l'association Terres Citoyennes Albigeoises, et réalisées lors de chantiers participatifs en décembre 2020.

En 2021, des chantiers participatifs ont été menés pour assurer le désherbage des haies.

- Bâtiment mutualisé :

Le projet consiste à réhabiliter et étendre un bâtiment existant sur une des terres acquises en 2020, bénéficiant d'une desserte en eau potable et en électricité, en vue d'aboutir à un bâtiment d'environ 200m². L'objectif est de pouvoir abriter le matériel agricole destiné à l'exploitation des terres.

Le permis de construire a été obtenu le 4 juin 2021.

En 2021, les travaux réalisés sont les suivants : démolition d'une partie du bâtiment pré-existant, nettoyage et évacuation de la végétation et des encombrants, réalisation d'une dalle béton dans la partie existante et des fondations de l'extension, reprises de maçonnerie dans la partie existante et réalisation de poteaux de consolidation.

Le dossier de permis de construire, la conduite du projet et la réalisation d'une partie importante du chantier a été réalisée par les bénévoles de l'association.

En 2022, l'objectif est de terminer les travaux, avec la réalisation d'un chaînage de consolidation de la partie existante, l'assemblage et le levage de la charpente (bois), la pose de la toiture (bac acier), la réalisation du bardage périphérique (bois), et l'installation électrique.

- Irrigation mutualisée :

Le projet consiste à réaliser un système d'irrigation mutualisé destiné à alimenter chacune des futures parcelles maraîchères au coeur de la plaine de Lescure.

Deux possibilités ont été étudiées : un pompage dans le Tarn, un/des pompage(s) dans la nappe.

Au vu des coûts et de l'hypothèse d'augmentation progressive des besoins en irrigation, le choix s'est porté sur la 2ème possibilité. La 1ère phase consistera ainsi à réaliser un forage dans la nappe puis une réserve tampon et un premier tronçon de canalisations, station de pompage, de manière à alimenter des points d'eau permettant d'alimenter 3 à 5 hectares de terres.

Ce 1^{er} forage a été réalisé en février 2022 et s'est avéré concluant, avec un débit testé de 6m³/h.

La suite du projet (réserve tampon, 1^{er} tronçon de canalisations et station de pompage) est programmée pour 2022.

3.4. Cultures transitoires

Avant d'envisager l'installation pérenne de porteurs et porteuses de projet sur les terres, il s'agira de préparer les conditions d'installations (aménagement des terres avec notamment bâtiment et irrigation), et de définir les conditions d'installation souhaitées. Dans l'attente, les terres font l'objet d'une exploitation transitoire, en vue à la fois d'assurer une continuité d'exploitation et d'engager la conversion des terres en Agriculture Biologique.

Afin d'assurer cette exploitation transitoire, une SCEA (Société Civile d'Exploitation Agricole) a été créée en novembre 2020 (Cf. paragraphe dédié ci-après).

- Matériel agricole :

Afin d'assurer la culture transitoire des terres, l'association, avec une avance de trésorerie de la SCIC et une subvention de 25000 € de la Région Occitanie via le budget participatif « économie circulaire », a fait l'acquisition fin 2020 d'un ensemble de matériel agricole (dont 2 tracteurs, des remorques, des semoirs, des outils de travail sur sol, un gyro-broyeur...). Il s'agissait du matériel de l'exploitation agricole dont la SCIC a racheté les terres. Il est adapté, dans un premier temps, à la conversion des terres en bio menée par la SCEA, et pourra bénéficier ensuite aux maraîchers destinés à s'installer sur les terres de la SCIC.

La propriété du matériel, avec la subvention obtenue, a été transférée en 2021 de l'association à la SCIC Terres Citoyennes Albigeoises, de manière à ce qu'il puisse être géré et mis à disposition parallèlement aux terres, aménagements et installations.

3.5. Installations pérennes

Pour préparer les installations pérennes de porteurs et porteuses de projet, nous avons établi un Dossier de candidature, ainsi qu'un projet de bail rural avec clauses environnementales. Ces documents ont été testés en vue de la première installation pérenne qui sera celle des pépinières SebTan.

L'installation de la **pépinière SebTan** a été engagée suite à la rencontre de Sébastien Tan et Cécile Trous à l'occasion de 48H de l'agriculture urbaine, en juin 2020. Installés près de Montauban, leur objectif était de pouvoir déménager pour s'installer dans l'Albigeois l'hiver 2020-2021 en vue d'une ouverture au printemps 2021. Il se trouvait qu'une parcelle acquise par la SCIC, au 200 chemin de Flaujac, jouxtait un terrain avec une habitation leur appartenant. Leur projet étant en correspondance avec les objectifs de Terres Citoyennes Albigeoises, un accord favorable a été donné à leur installation, et un bail rural avec clauses environnementales a été mis au point et signé le 31.12.2020, en vue d'une entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2021.

La pépinière SebTan a été inaugurée le 1^{er} week-end d'avril 2021.

4. Création et gestion d'une société filiale d'exploitation agricole

La SCIC-SA Terres Citoyennes Albigeoises a contribué à créer une société filiale immatriculée le 27 octobre 2020 : la Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) à capital variable Terres Citoyennes Albigeoises.

La SCEA a pour objet d'assurer la jonction dans le temps entre la reprise d'une exploitation cédée et les installations pérennes de porteuses et porteurs de projet, en permettant à la fois :

- de garder la main sur l'exploitation de terres acquises par la SCIC ;
- d'obtenir des terres de propriétaires tiers en bail rural, et garder la main sur ces terres ;
- d'enclencher la conversion en agriculture biologique ;
- de disposer du temps nécessaire à l'aménagement des terres.

Elle permettra également :

- d'héberger contractuellement (avec un numéro SIRET) des éventuels porteurs et porteuses de projet en phase de test, avec un lieu test,
- d'obtenir certaines aides et subventions réservées aux sociétés d'exploitation agricole, et d'assurer la continuité des DPB (droit au paiement de base) de la PAC (Politique agricole commune).

La SCEA regroupait, à sa date de création, 6 associé.e.s, possédant au total 100 parts sociales (à 10€ / part), dont la SCIC-SA Terres Citoyennes Albigeoises (qui détient 90 parts), l'association Terres Citoyennes Albigeoises (qui détient 1 part), et 4 exploitants personnes physiques (qui détiennent au total 9 parts).

La SCEA a pris 3,8 ha de terres agricoles en fermage, dont 3 ha dans la plaine de Lescure d'Albigeois : Un bail rural a été signé le 26 octobre 2020 avec M. et Mme Daudé, propriétaires de terres qui étaient précédemment exploitées par Patrice Guiraud, pour un démarrage du bail au 1^{er} novembre 2020.

Elle a également pris en fermage les 15,2 ha de terres agricoles appartenant à la SCIC (c'est à dire l'ensemble des terres de la SCIC hormis celles louées à SebTan).

La conversion en bio a été engagée et la SCEA est répertoriée à l'annuaire de l'Agence Bio, avec Ecocert pour organisme certificateur.

Pour la 1^{ère} année d'exploitation (saison 2020-2021), les terres ont été cultivées par 3 exploitants associés : Alexandre Cousin et Sylvain Picard, paysans boulangers en cours d'installation près de Gaillac, et Stéphanie Raymond, éleveuse de volailles à Lescure en cours de reconversion. Elles ont été cultivées pour partie en céréales, et pour partie en engrais verts, dans le cadre d'une démarche de conversion en agriculture biologique.

A l'issue de cette 1^{ère} année, il a été décidé pour la saison suivante (2021-2022) de passer l'ensemble des terres en engrais verts.

Les 3 exploitants de la 1^{ère} saison ont quitté la SCEA.

La 2^{ème} saison de cultures (2021-2022) sera ainsi gérée par Marion FREBOURG, gérante de la SCEA et par les bénévoles de l'association dans le cadre de chantiers participatifs.

II. Situation financière

› Cf. aussi comptes annuels de l'exercice 2021

Le 2ème exercice s'est déroulé du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Les comptes de ce 2ème exercice se décomposent en 3 parties :

- le bilan, qui correspond à la situation au 31.12.2021, avec l'actif et le passif ;
- le compte de résultat qui correspond à l'activité durant l'exercice, avec son résultat qu'il convient d'affecter.
- l'annexe, qui fournit des informations complémentaires.

Les principales caractéristiques de ces comptes sont présentées ci-après :

1. Bilan

Le bilan, avant affectation du résultat, s'élève au 31.12.2021 à un total de **248 111,62 €** (pour un total qui était au 31.12.2020 de 225 203,35 €, soit une augmentation de 22 908,27 €).

L'actif (= ce que la société possède ou ce qui est dû à la société) comprend :

- 183 843,04 € d'immobilisations corporelles, correspondant à :
 - 149 340,71 de terrains acquis (16.5 ha) et d'aménagements (plantations de haies),
 - 23 462,33 de bâtiment mutualisé (en cours de construction)
 - 11 040,00 de matériel agricole acquis par la société ;
- 1 052,50 € d'immobilisations financières, correspondant aux parts sociales de la SCEA ainsi que de parts sociales du Crédit Coopératif ;
- 41 008,74 € de disponibilités sur le compte courant au Crédit Coopératif ;
- 12 176,74 € d'avances en compte courant d'associé à la SCEA ;
- 5 305,03 € d'avances et acomptes divers,
- 4 725,00 € de crédit de TVA

Le passif (= ce que la société doit : aux sociétaires, à la banque, aux fournisseurs...) comprend :

- 240 000 € de capital social (parts sociales des sociétaires de la SCIC)
- 678,84 € de réserves (résultat affecté du 1^{er} exercice)
- 603,98 € de résultat à affecter (résultat du 2ème exercice)
- 5 531,90 € de dettes diverses

2. Compte de résultat

Le compte de résultat de l'exercice présente un chiffre d'affaire de 2 075 € et un **résultat positif de 603,98 €**, avec exonération d'impôt sur les sociétés. En effet :

- Conformément au VIII de l'article 209 du Code Général des Impôts : « Pour les sociétés coopératives d'intérêt collectif, la part des excédents mis en réserves impartageables est déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés. ».
- La totalité des excédents du 1^{er} exercice, représentant un montant de 678,84 €, a été mis en réserves impartageables. Ce montant est ainsi déductible de l'assiette de l'impôt sur les sociétés sur le résultat du 2^{ème} exercice, d'un montant de 603,98€. Celui-ci étant inférieur au premier, aucun impôt sur les sociétés ne sera dû cette année.

Les principales caractéristiques sont les suivantes :

- Des produits s'élevant à 5 002,36 €, dont :

- 4 995,36 € de produits d'exploitation, dont :
 - 1057,50 € issus des prestations de frais de dossier facturées aux souscripteurs.
 - 2514,90 € de loyers
 - 126,06 € de quote-part de remboursement de taxe à la chambre d'agriculture
 - 1296,90 € de location de matériel (correspondant au montant de l'amortissement)
- 7 € de produits exceptionnels (dons)

- Des charges s'élevant à

- 4 244,22 € de charges d'exploitation, dont :
 - 1018,35€ de frais généraux (assurance, frais bancaires, hébergement internet et noms de domaine, logiciel de comptabilité, cotisations URSCOOP)
 - 1 423,49 € de taxe foncière
 - 235,48 € de salaires et charges
 - 1 296,90 € de dotation aux amortissements sur le matériel agricole
 - 270 € de dépôt de la marque « Terres citoyennes Albigeoises » avec son logo à l'INPI
- 154,16 de charges exceptionnelles (subvention d'équilibre versée à la SCEA)

- Un résultat positif de 603,98 €, dont :

Il en ressort un résultat d'exploitation de 751,14 €. Après intégration des produits et charges exceptionnels, ce résultat est ramené à 603,98 €.

3. Affectation du résultat :

Le compte de résultat fait apparaître un résultat, qu'il convient d'affecter.

Une fois 15 % du résultat affecté à la réserve légale, il est proposé d'affecter la totalité du résultat restant à la réserve statutaire impartageable.

Les montants seraient donc les suivants :

Résultat net après impôts	603,98 €
Affectation à la réserve légale 15 %	90,60 €
Affectation à la réserve statutaire 85 %	513,38 €

Cette proposition d'affectation du résultat, sans aucun versement de dividende aux sociétaires, permet de respecter les conditions qui s'appliquent aux entreprises solidaires d'utilité sociale (ESUS)

III. Perspectives 2022

1. Evolution du sociétariat et du capital

Une 3ème offre au public de parts sociales, sur l'année 2022, permettra de poursuivre le développement du sociétariat et du capital de la SCIC. L'objectif sera identique à celui des offres précédentes, à savoir une augmentation du capital de 300 000 € maximum.

2. Activités support :

2.1. Organisation interne

Les objectifs pour 2022 sont de consolider l'organisation des activités mise en place en 2020, de conforter et développer le groupe de bénévoles, de poursuivre la montée en compétence des bénévoles avec notamment des actions de formation.

2.2. Communication

Les objectifs pour 2022 sont de poursuivre la gestion des outils mis en place, la diffusion de lettres informations mensuelles, et de relayer les événements et activités qui seront menées par Terres Citoyennes Albigeoises.

2.3. Activités administratives et financières

Les objectifs pour 2022 sont de mettre en place un dispositif permettant d'assurer une gestion en continu tout au long de l'année, et plus particulièrement une gestion rigoureuse du matériel agricole acquis par la SCIC et utilisé par la SCEA.

3. Activités foncières :

3.1. Veille foncière

Les objectifs en termes de veille foncière sont les suivants :

- au niveau de la plaine de Lescure d'Albigeois : finaliser la cartographie d'identification des propriétaires et des exploitants, en vue d'engager d'éventuelles acquisitions ou échanges de terrains en de propriété ou en fermage ;
- au niveau de l'Albigeois : finaliser la cartographie dans l'agglomération de l'Albigeois d'identification des fermes (dont celles susceptibles d'être à reprendre dans les années à venir), poursuivre les visites de fermes avec la méthode testée en 2021, et poursuivre les prises de contact avec les différentes collectivités.

En prolongement à l'étude sur la transmission des fermes menée en 2021, l'association a prévu la mise en place d'un observatoire prospectif de l'agriculture urbaine.

3.2. Acquisitions foncières

Les objectifs en 2022 sont de finaliser l'échange de terres dans la plaine de Lescure avec MM. Gausserand.

3.3 Aménagement des terres

Les objectifs en 2022 sont les suivants :

- Haies : poursuivre l'entretien des haies plantée en 2020 (désherbage principalement)
- Bâtiment agricole : terminer le chantier de construction du bâtiment, en vue d'une inauguration en novembre 2022.
- Irrigation : réaliser la 1ère partie du système d'irrigation mutualisé (réserve tampon, canalisations, pompage)

3.4. Cultures transitoires

Les objectifs en 2022 sont les suivants :

- Matériel agricole : mettre en place un dispositif de gestion, assurer l'entretien, acheter un broyeur à axe horizontal,
- Cultures : assurer le bon développement et l'entretien des cultures (engrais verts)

3.5. Installations pérennes

En 2022, l'objectif principal est de mener à bien la réflexion sur le projet agricole de la plaine de Lescure, en vue de définir les conditions d'installation des porteuses et porteurs de projet. En particulier, il s'agira de poursuivre les réflexions sur les sujets suivants : Pour qui / pour quoi produire ? Comment produire en collectif ? Quel modèle économique / quelle viabilité ? Quelle temporalité ?

4. Gestion de la SCEA, société filiale d'exploitation agricole

Les objectifs pour 2022 sont les suivants :

- assurer la bonne gestion des cultures et du matériel (Cf. § 3.4 « Cultures transitoires ci-avant)
- assurer la gestion administrative et financière de la société (certification bio, obtention des aides de la PAC)
- équilibrer les comptes sans subvention de la SCIC (en 2021, les produits et charges ont été équilibrés à hauteur de 9 786,32 €, moyennant une subvention de la SCIC d'un montant de 154,16 €).

Annexe I. Informations sur l'évolution du projet coopératif porté par la société

Les informations sur l'évolution du projet coopératif porté par la société à intégrer au rapport annuel sont définies à l'article 19 terdecies de la loi n° 47-1775 du 10 septembre 1947 et à l'article 2 du décret n° 2015-1381 du 29 octobre 2015.

1. Données relatives à l'évolution du sociétariat et autres évolutions

Il s'agit des données relatives à l'évolution du sociétariat et, au cours de l'exercice clos, sur toutes les évolutions intervenues en matière de gouvernance de la société, d'implication des différentes catégories de sociétaires dans la prise de décision au sein de la société, des relations entre les différentes catégories d'associés.

Ces éléments peuvent être considérés comme intégrés aux parties précédentes du présent rapport de gestion, et notamment aux paragraphes suivants :

- I.1. Evolution du sociétariat et du capital,
- I.2.1 Gouvernance & organisation interne,

2. Principales évolutions intervenues dans le contexte économique et social de la société.

Ces éléments peuvent être considérés comme intégrés aux parties précédentes du présent rapport de gestion, et notamment aux paragraphes suivants :

- I.3. Activités foncières,
- II. Situation financière,

3. Analyse de l'impact de ces évolutions sur le projet coopératif de la société

Ces éléments peuvent être considérés comme intégrés aux parties précédentes du présent rapport de gestion, et notamment aux paragraphes suivants :

- III. Perspectives 2022.

Annexe II. Rapport sur le gouvernement d'entreprise

Le rapport de gouvernement d'entreprise est défini par l'article L225-37-4 du code du Commerce, modifié par Ordonnance n°2020-1142 du 16 septembre 2020.

1. Mandats et fonctions exercés dans toute société par chaque mandataire social durant l'exercice :

Les déclarations des mandataires sociaux sont les suivantes :

- Marie SOUBIAS, Présidente : aucun mandat ou fonction dans aucune société durant l'exercice ;
- Mme Anne ANDRE : salariée de la société Gascovalie ;
- Mme Marion BAILLET : Directrice Générale de la SCOP Les mains sur terre, salariée de la SCIC Terres Citoyennes Albigeoises à temps partiel en décembre 2021 ;
- Mme Bérengère BASSET : aucun mandat ou fonction dans aucune société durant l'exercice ;
- M. Wilfried CROSES : aucun mandat ou fonction dans aucune société durant l'exercice ;
- Mme Marion FREBOURG : entrepreneuse individuelle en agriculture, gérante de la SCEA Terres Citoyennes Albigeoises, salariée de la société Vézès jusqu'à juin 2021, salariée de la société Cités sur terre de juin à septembre 2021 ;
- Mme Marilou GRANGE : salariée de la société Moody's ;
- M. Pascal HENRY : Président de la société Cités sur terre ;
- M. Morgan PASTEAU : entrepreneur individuel en agriculture ;
- M. August MILLER : aucun mandat ou fonction dans aucune société durant l'exercice ;
- M. Grégory PEPIN : aucun mandat ou fonction dans aucune société durant l'exercice ;
- M. Eloi TOSTIVINT : Gérant associé de la société RSEVAL, salarié de la SCIC Terres Citoyennes Albigeoises à temps partiel en décembre 2021 ;
- Mme Aurélie URBAIN : aucun mandat ou fonction dans aucune société durant l'exercice.

2. Conventions :

Il s'agit des conventions intervenues, directement ou par personne interposée, entre, d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % d'une société et, d'autre part, une autre société contrôlée par la première au sens de l'article L. 233-3, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

La SCIC-SA Terres Citoyennes Albigeoises a contribué à créer une société filiale immatriculée le 27 octobre 2020 : la Société Civile d'Exploitation Agricole (SCEA) à capital variable Terres Citoyennes Albigeoises.

La SCEA regroupait, à sa date de création, 6 associé.e.s, possédant au total 100 parts sociales (à 10€ / part), dont la SCIC-SA Terres Citoyennes Albigeoises (qui détient 90 parts), l'association Terres Citoyennes Albigeoises (qui détient 1 part), et 4 exploitants personnes physiques (qui détiennent au total 9 parts).

A la clôture de l'exercice (31.12.2021), le sociétariat et le capital étaient inchangés.

Au 31.12.2021, la SCIC-SA ne possédait aucune part dans une aucune autre société que la SCEA, excepté des parts prélevées par la banque Crédit Coopératif pour un montant de 152,50€. Par ailleurs, elle n'est contrôlée par aucune société.

Durant le 1^{er} exercice, aucune convention n'est intervenue entre, d'une part, les mandataires sociaux de la SCIC-SA ou l'un des sociétaires disposant de plus de 10 % des droits de vote, et la SCEA Terres Citoyennes Albigeoises, excepté une convention de compte courant d'associé de l'association Terres Citoyennes Albigeoises à la SCEA Terres Citoyennes Albigeoises.

Ce compte courant d'associé (tout comme ceux de la SCIC Terres Citoyennes Albigeoises) ne donne lieu à aucune rémunération (taux d'intérêt nul).

Il peut également être rappelé ici que les membres du Conseil d'administration et de la Direction générale interviennent tous de manière bénévole et ne perçoivent aucune rémunération de la société. Il en est de même pour la gérante de la SCEA Terres Citoyennes Albigeoises.

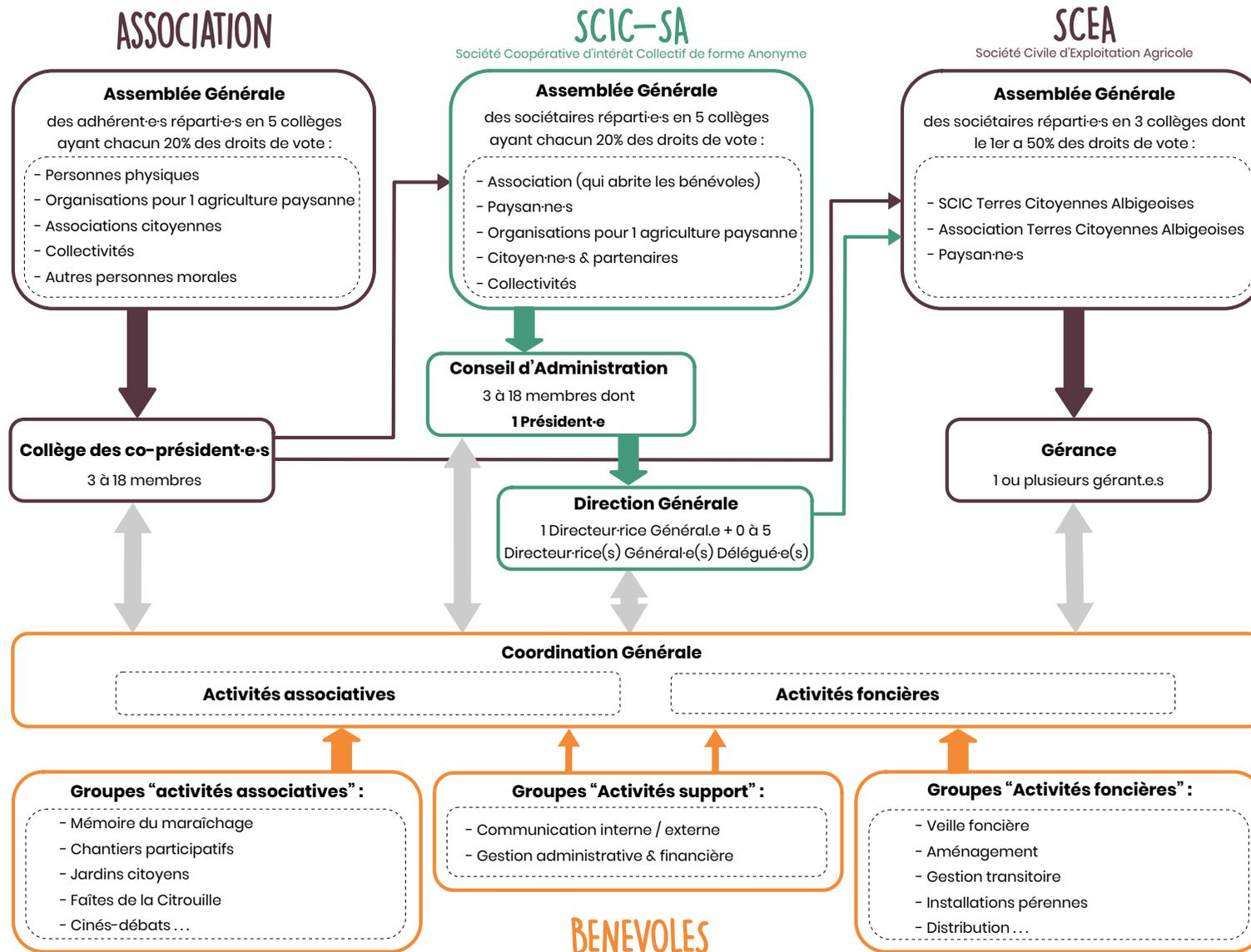
3. Délégations accordées par l'assemblée générale des sociétaires dans le domaine des augmentations de capital

La SCIC-SA Terres Citoyennes Albigeoises étant à capital variable, il n'est pas nécessaire de mobiliser l'assemblée générale des associés pour engager les augmentations de capital ou en accorder la délégation au conseil d'administration.

4. Choix relatif aux modalités d'exercice de la direction générale

Conformément à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce et en application de l'article 20.2.1 des statuts, le Conseil d'administration réuni le 24 mars 2021 a décidé d'opter pour la dissociation des fonctions de Président.e du Conseil d'administration et de Direction Générale.

Annexe III. Schéma d'organisation de Terres Citoyennes Albigeoises (association et SCIC) :



Annexe IV – Situation foncière dans la plaine de Lescure au 31.12.2021

